

## CONFÉRENCE DES RECTEURS D'UNIVERSITÉ

## Le système LMD passé en revue

*Intervenant, hier, lors de la conférence des recteurs des universités, M. Rachid Harraoubia, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, est revenu sur la situation des enseignants du supérieur au lendemain de la grève organisée par les syndicats autonomes de la Fonction publique.*

F-Zohra B. - **Alger (Le Soir)** - Il notera ainsi que les enseignants doivent bénéficier d'un salaire qui leur permette de se consacrer à leur tâche principale qui est l'enseignement et la recherche. Le ministre a précisé en outre que les salaires doivent être adaptés au niveau de vie actuel. M. Harraoubia a par ailleurs appelé dans le cadre de l'application du système LMD à une uniformisation de l'évaluation à

scolaires algériens ne peuvent pas faire valoir leurs diplômes à l'étranger. Pour la rentrée universitaire 2007/2008, 270 000 nouveaux étudiants ont rejoint les bancs des universités.

Pour le ministre et après quatre années d'application de la réforme, les actions entreprises visent en premier lieu à l'approfondissement de cette réforme en vue d'élever le niveau de la production pédagogique et scientifique ainsi que l'amélioration de l'enseignement.

Il s'agit aussi, selon le premier responsable du secteur de l'enseignement supérieur, de cibler les lacunes de la réforme engagée. Les œuvres universitaires seront aussi au

programme de la deuxième journée de cette rencontre. Elles seront appelées, expliquera le ministre, à être améliorées de façon à assurer aux étudiants une meilleure prise en charge. Pour leur part, des recteurs d'université des régions Centre, Est et Ouest, ont présenté leurs rapports sur l'état d'avancement de la réforme et du système LMD au niveau de leurs centres universitaires.

Pour l'est du pays, 387 000 étudiants sont inscrits. Ce chiffre passera à 450 000 pour la rentrée universitaire 2008/2009. En 2010, ils atteindront le nombre d'un demi-million d'étudiants au niveau des universités de l'est du pays.

F-Z. B.

## L'EXPÉRIENCE ANGLO-SAXONNE A PROUVÉ

## LEUR EFFICACITÉ

## Quel rôle pour les comités d'audit en Algérie ?

*Les comités d'audit ont-ils une chance de prospérer au sein des entreprises nationales comme c'est le cas dans la majorité des pays anglo-saxons ?*

Nawel Imès - **Alger (Le Soir)** - La question a été au centre d'un débat organisé, hier, au niveau de l'Institut des hautes études financières.

Un cadre du cabinet KPMG Algérie a présenté aux représentants de différentes institutions financières l'expérience du

Canada et des Etats-Unis en la matière. Il leur a expliqué que le rôle du comité d'audit était défini par le conseil d'administration et consiste en particulier à « examiner les comptes annuels et semestriels, voire trimestriels de la société ; participer au choix des commissaires aux comptes et instituer une relation directe avec eux ».

Les membres de ces comités doivent travailler en étroite collaboration avec les auditeurs externes.

Ils sont tenus de « prendre connaissance de leur programme de travail, de s'assurer qu'ils sont en mesure d'exercer correctement leur mission, de débattre avec eux des conclusions de leurs travaux et d'établir dans le même esprit un dialogue avec les organes de contrôle du groupe ». L'animateur du débat a expliqué à ses interlocuteurs que le contrôle n'était pas une mission facile et que souvent, les auditions se heurtaient à des entraves.

Revenant sur l'origine de ce mode de gestion, il a affirmé qu'à la base, l'idée avait germé aux Etats-Unis en 1940 lorsque des malversations avaient été découvertes au sein d'une entreprise qui avait par la suite adopté le principe de l'administrateur non actionnaire.

Une idée devenue par la suite un principe, puisque toutes ces entreprises cotées en Bourse ont aujourd'hui l'obligation d'installer un comité d'audit.

N. I.

## BOUIRA

## Un inspecteur pris la main dans le sac

Un inspecteur des prix, au niveau de la Direction du commerce de Bouira, vient d'être pris la main dans le sac par la police judiciaire de Bouira, qui lui a tendu une sourcière.

Les faits remontent à la semaine passée, lorsque A. H., 41 ans, travaillant comme inspecteur des prix

à la Direction du commerce, a menacé le dénommé H. H., 22 ans, propriétaire d'une pizzeria au niveau de la ville de Bouira, de fermeture assortie d'une amende de 20 000 DA et de poursuites judiciaires au cas où il ne lui glisserait pas la somme de 2 000 DA.

Suite à ces menaces, le

dénommé H. H. déposa plainte auprès de la police laquelle prit le soin de photocopier les billets de 500 DA avant d'ordonner au plaignant de jouer le jeu.

Chose faite puisque le jour convenu, l'inspecteur indelicat, qui reçut la fameuse somme de la part

de H. H., fut immédiatement interpellé par la police qui lui avait tendu une sourcière et qui a retrouvé les billets dans sa poche.

Présenté devant le procureur de la République de Bouira, A. H. a été mis sous contrôle judiciaire en attendant son jugement.

Y. Y.

## TIARET

## Une rixe tourne au drame

La cité Haï El-Badr, dans la partie sud de la ville de Tiaret, a vécu avant-hier un terrible drame plongeant toute la population dans une vive consternation.

La nouvelle a vite fait le tour de la cité pour susciter moult interrogations sur les péripéties de cette affaire. En effet, personne parmi le

voisinage ne s'attendait à ce qu'une simple dispute entre voisins allait engendrer une fin aussi dramatique.

Selon des informations recueillies sur les lieux, il était 13h en cette fatidique journée de mardi lorsque une rixe entre enfants habitant le même immeuble

dégénère, poussant les parents au pire. Ces derniers en sont venus aux mains avant que l'un d'eux, A. L., 65 ans, ne reçoive un coup de couteau fatal en pleine poitrine asséné par l'épouse de son adversaire. Sérieusement atteinte, la victime a été évacuée en toute urgence vers les UMC

du secteur sanitaire de Tiaret, où elle succomba à ses blessures vers 17h.

La femme, âgée de 43 ans, a été immédiatement arrêtée par la police judiciaire qui a ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de ce drame.

Mourad B.

## CE MONDE QUI BOUGE

## Pays du Golfe, des économies bien fragiles

Par Hassane Zerrouky



Au pays d'El Jazeera, le Qatar, sur une population de 850 000 habitants, seuls 20 % sont des Qataris. Le reste, ce sont des immigrés venant des pays arabes pauvres, d'Inde, du Pakistan... Il en est de même des Emirats arabes unis, 4,9 millions d'habitants dont 80 % d'immigrés originaires du sous-continent indien, de l'Asie du Sud-Est et des pays arabes.

En d'autres termes, cette main-d'œuvre étrangère est un acteur essentiel de l'économie de ces riches monarchies du Golfe. D'un pays à l'autre, la situation des immigrés est, à quelques nuances près, différente.

Aux Emirats arabes unis, hormis dans les secteurs à forte valeur ajoutée — pétrole, gaz, activités portuaires, banques et institutions financières — où des immigrés ayant une compétence reconnue disposent de salaires relativement élevés, le reste, à savoir la majorité des immigrés dispose d'un salaire se situant entre 150 et 300 dollars par mois, selon la nationalité du salarié. Ils ne bénéficient ni d'avantages sociaux, ni de couverture sociale, ni de retraite. Dans cet Eldorado ultralibéral, où on construit des palais, des grands complexes modernes pour répondre aux attentes des milliardaires locaux mais aussi étrangers, des parcs de loisirs, des projets immobiliers gigantesques, des habitations grand standing, le plus grand centre commercial du monde, près de 200 000 sociétés installées dans les Emirats emploient cette main-d'œuvre bon marché. Et si par malheur, ces immigrés osent protester contre leurs dures conditions de travail — 12 heures de travail par jour — ils sont expulsés manu militari.

Au Qatar, bien qu'ils soient un peu mieux traités, et où existe un code du travail tout de même certaines dispositions ne sont pas applicables aux étrangers, les enfants d'immigrés ont droit à l'éducation. Mais en matière de salaire et de conditions de travail, ils ne sont guère mieux lotis. Ici également, gare à ceux qui s'avisent de protester ou de faire un arrêt de travail.

Reste que la richesse de ces pétromonarchies demeure fragile. Si le PIB par habitant est l'un des plus élevés du monde (60 000 dollars par habitant au Qatar et 30 000 dollars par habitant aux Emirats), il faut savoir que la dette extérieure du Qatar et des Emirats arabes unis est très, très lourde. Aux Emirats arabes unis, elle est de 39 milliards de dollars, soit quatre fois plus que l'Algérie et représente 30 % du PIB. Elle risque de dépasser les 60 milliards de dollars à fin 2008. Certains experts citent même le chiffre de 100 milliards de dollars. Autrement dit, les Emirats, 20 fois moins peuplés que l'Algérie, vont bientôt consacrer ses revenus colossaux tirés du pétrole à rembourser sa dette. Il en est de même au Qatar où la dette extérieure s'élève à 42 milliards de dollars. Ce pays doit également s'attendre à un retour de bâton quand il s'agira de rembourser les crédits colossaux lui ayant permis sa modernisation.

Certes, ces deux pays disposent de fonds dit souverains, gérant des avoirs estimés à plusieurs centaines de milliards de dollars. Mais pour l'essentiel, ces sommes colossales sont investies en bons du Trésor américain, où dans des prises de participation boursière occidentales (Bourse de New York et de Londres, notamment). Autrement dit, il s'agit d'investissements qui profitent surtout aux économies anglo-saxonnes. Et quand on sait que ces pays sont dans une étroite dépendance politico-militaire vis-à-vis des Etats-Unis, donc dans une posture géopolitique bien fragile, ils ne peuvent pas, par exemple, retirer du jour au lendemain l'argent investi sur le marché américain ou britannique pour le réinvestir dans leurs économies respectives. L'argent investi dans ces pays concourt de fait à la croissance du PIB américain et britannique. Une fois investi dans les marchés financiers, il ne leur appartient plus.

En conclusion, ceux qui en Algérie citent les Emirats ou le Qatar, succombant au charme de ces immeubles de verre donnant de ces pays l'image d'Etats prospères, comme modèles à suivre, seraient mieux avisés à réfléchir à deux fois.

H. Z.